|  |  |
| --- | --- |
|  |  |

**Termes de référence pour l'évaluation finale indépendante**

**de quatre projets sur l'emploi et le développement des entreprises durables en Afrique**

**Draft 7 novembre 2020**

|  |  |
| --- | --- |
| **Titres des projets** | 1. Emploi et Développement Local Intégré aux Comores (EDLIC)2. L'accès à un emploi productif, à un travail décent et à des opportunités économiques pour les femmes et les hommes est facilité en Somalie3. Accroître la création d'emplois et les débouchés en Sierra Leone grâce à la formation à l'esprit d'entreprise, aux services de développement des entreprises et aux investissements à forte intensité de main-d'œuvre4. Promotion de la paix et création d'emplois décents et productifs en République centrafricaine |
| **Résultats de l'OIT** | Résultat 1: Des emplois plus nombreux et de meilleure qualité pour une croissance inclusive et de meilleures perspectives d'emploi pour les jeunesRésultat 4: Promouvoir les entreprises durables |
| **Responsable de la mise en œuvre** | Bureaux de pays de l'OIT Abuja, Addis, Antananarivo et Kinshasa |
| **Unités d'appui** | Equipes de travail décent de l'OIT Le Caire, Pretoria et Yaoundé |
| **Source financiere** | Compte supplémentaire du budget ordinaire de l'OIT (CSBO) des donateurs. |
| **Budget** | US $ 3 846 160 |
| **Durée** | Janvier 2018-décembre 2020 |
| **Type d'évaluation** | Final indépendant |
| **Calendrier de l'évaluation** | décembre 2020-mars 2021 |

1. **Contexte des projets**

La création d'emplois productifs et décents pour les jeunes femmes et hommes, ainsi que la promotion d'un environnement propice à l'esprit d'entreprise et aux entreprises durables, en particulier les micros, petites et moyennes entreprises, en particulier dans les pays fragiles, sont des domaines de travail importants pour l'OIT en Afrique, comme indiqué dans les documents du Programme et Budget (P&B) 2018 et 2019 et P&B 2020-2 de l'OIT (2018: 52 ici et 2020: 49 ici). Dans ce contexte, l'OIT a mis en œuvre plusieurs projets visant à obtenir des résultats dans ces domaines depuis 2018, financés au titre du compte supplémentaire du budget ordinaire de l'OIT (CSBO).

Le financement du CSBO est un compte établi sur la base des contributions volontaires des États membres, en plus de leurs contributions au budget ordinaire. Il est destiné à la mise en œuvre des priorités du travail décent sélectionnées dans le cadre du dialogue avec les mandants tripartites des États membres.

Ces Termes de référence ont été élaborés pour évaluer quatre projets en Afrique, financés par le RBSA et démarrés au cours de la période biennale 2018-19 (deux en compétition en 2019 et deux en 2020). Ils se concentrent sur les résultats P&B sur la promotion de l'emploi et le développement des entreprises. Pour P&B 2018-19, résultat 1: emplois plus nombreux et de meilleure qualité pour une croissance inclusive et amélioration des perspectives d'emploi des jeunes et résultat 4: promotion d'entreprises durables; et pour P&B 2020-21 Résultat 3: Transitions économiques, sociales et environnementales pour le plein emploi productif et librement choisi et un travail décent pour tous, et Résultat 4: Des entreprises durables en tant que créatrices d'emplois et promotrices de l'innovation et du travail décent.

Les quatre projets soumis à cette évaluation sont présentés ci-dessous:

**1. Projet "Emploi et Développement Local Intégré aux Comores (EDLIC) (COM182 - P&B 2018-19)**

**Objectifs et résultats**

Résultat 1: Renforcement des capacités institutionnelles des institutions locales, y compris des mandants tripartites, pour évaluer, concevoir et mettre en œuvre des programmes d'emploi pour la paix et la résilience.

• Produit 1.1: Sensibilisation accrue des institutions locales, des mandants tripartites et d'autres acteurs clés à l'importance de l'emploi des jeunes pour la paix et la résilience

• Produit 1.2: Les institutions locales et les mandants tripartites ont amélioré leurs connaissances et leurs capacités pour concevoir, mettre en œuvre et évaluer des programmes d'emploi.

Résultat 2: Augmentation des possibilités d'emploi décent grâce aux investissements et à l'esprit d'entreprise des jeunes femmes et hommes vulnérables

• Produit 2.1: Des investissements locaux et des projets de démonstration à forte intensité d’emploi ont été conçus

• Produit 2.2: Lancement de nouvelles entreprises pour les jeunes dans les services sociaux et environnementaux

**Période et groupes cibles**

Le projet est mis en œuvre de janvier 2018 à décembre 2020 dans les trois communes les plus vulnérables des Comores (dans les îles de Mohéli, Anjouan et Ngazidza). Les bénéficiaires ultimes du projet sont les femmes et les hommes vulnérables, en particulier les jeunes femmes et hommes pauvres et sans emploi.

Les institutions gouvernementales aux niveaux central et local, les organisations de travailleurs et d'employeurs ainsi que les organisations de la société civile sont également les bénéficiaires directs du projet.

**Modalités de gestion**

Le projet a été mis en œuvre par une équipe de gestion technique composée d'un administrateur national de projet; et un ingénieur national basé à Moroni, aux Comores.

Le budget du projet est de 1 000 000 USD.

**2. L'accès à un emploi productif, à un travail décent et à des opportunités économiques pour les femmes et les hommes est facilité en Somalie (SOM 101 - P&B 2018-19)**

**Objectifs et résultats**

Objectif 1 Élaborer des politiques et des programmes pour améliorer la création d'emplois, en mettant particulièrement l'accent sur l'emploi des jeunes

• Produit 1.1: Politique et stratégie de l’emploi pour la Somalie élaborées

• Produit 1.2: Programmes conçus et mis en œuvre pour relever les défis de l'emploi des jeunes

Objectif 2: - Renforcer la capacité du gouvernement et des partenaires sociaux dans la conception et la mise en œuvre de programmes de réduction des risques de catastrophe

• Produit 2.1: Capacité du gouvernement et des partenaires sociaux améliorée pour concevoir et mettre en œuvre des programmes de réduction des risques de catastrophe et de relèvement

**Calendrier et groupes cibles**

Le projet a été mis en œuvre de décembre 2017 à décembre 2019. Le groupe cible comprenait le gouvernement de la Somalie et les partenaires sociaux en termes de renforcement de leurs capacités dans les domaines juridique, politique et institutionnel.

**Gestion de projet**

Le projet a été mené par un manager international appuyé par un agent de sécurité international et un assistant national administratif / financier.

Le budget du projet était de 864 160 USD.

**3. Accroître la création d'emplois et les opportunités en Sierra Leone grâce à la formation à l'esprit d'entreprise, aux services de développement des entreprises et aux investissements à forte intensité de main-d'œuvre (SLE 107 –P & B 2018-19)**

**Objectifs et résultats**

Résultat 1: Environnement propice aux entreprises durables

• Produit 1.1: Un rapport d’évaluation sur l’état de l’environnement des MPME durables en Sierra Leone est disponible

• Produit 1.2: Des réformes complémentaires vers un environnement plus propice aux entreprises durables et résilientes sont identifiées et approuvées en consultation avec les partenaires tripartites

• Produit 1.3: Assistance technique Embedd3d à l'Agence de développement des PME sur l'élaboration d'une stratégie et d'une feuille de route pour son opérationnalisation

Résultat 2: Amélioration des services non financiers de haute qualité et continus

• Produit 2.1: SMEDA a mis en place des mécanismes pratiques pour soutenir la fourniture de services non financiers aux MPME appartenant à des femmes et des hommes

• Produit 2.2: La Sierra Leone a mis en place des services de formation à l'entrepreneuriat et de soutien aux entreprises de haute qualité, abordables et adaptés, y compris les bases de l'économie verte pour les hommes et les femmes entrepreneurs.

• Produit 2.3: Les MPME ont reçu une formation à l'entrepreneuriat et aux compétences ainsi qu'un soutien à la prestation de services après la prestation de services pour accéder au financement, aux marchés, maintenir leurs services et promouvoir l'initiative Made in Sierra Leone grâce à des pratiques respectueuses de l'environnement

 Résultat 3: Meilleur accès aux services financiers pour les MPME

• Produit 3.1: Les prestataires de services financiers proposent des services financiers responsables et centrés sur le client

• Produit 3.2: Les entrepreneurs prennent des décisions financières éclairées et efficaces et connaissent, comprennent et utilisent efficacement les services financiers qui leur sont disponibles

• Produit 3.3: La coordination entre les prestataires de services financiers et non financiers, l'association industrielle et le régulateur est améliorée grâce à une association des institutions de microfinance de Sierra Leone (SLAMFI)

**Calendrier et groupes cibles**

Le projet a été mis en œuvre de novembre 2017 à décembre 2019.

Les bénéficiaires directs étaient le gouvernement (c'est-à-dire les institutions nationales et locales travaillant sur le développement des PME), les organisations d'employeurs et de travailleurs, les prestataires de services financiers et non financiers, les associations de femmes et d'hommes de l'économie informelle et les associations professionnelles, universitaires et autres organisation. Les bénéficiaires ultimes étaient les femmes et les hommes qui exploitent actuellement ou ont l'intention d'exploiter des MPME (c'est-à-dire les jeunes femmes et hommes de l'économie informelle, des zones rurales ou des zones sujettes aux catastrophes).

**Gestion de projet**

Le projet a été mené par un gestionnaire de programme international et un administrateur de programme national.

Le budget du projet est de 1 000 000 USD.

**4. Promotion de la paix et création d'emplois décents et productifs en République centrafricaine (CAF106 P&B 2018-19)**

**Objectifs et résultats**

Objectif 1 Les communautés améliorent leur résilience grâce à un meilleur accès à l'emploi grâce au développement des compétences et à l'employabilité au niveau local.

• Produit 1.1. L'accès aux informations sur l'emploi est amélioré

• Produit 1.2. Les capacités techniques des institutions et des membres des communautés ciblées sont renforcées

Objectif 2 Les institutions du marché du travail sont renforcées pour soutenir la création de micro-entreprises et de coopératives de jeunes,

• Produit 2.1 Création de micro, petites et moyennes entreprises coopératives qui créent des emplois décents et bénéficient de services de soutien non financiers et financiers

• Produit 2.2: Le cadre institutionnel et juridique pour la mise en place du système d'assurance maladie est défini

• Produit 2.3: Un pacte de dialogue social est mis en place et opérationnel

Objectif 3. Les capacités des communautés sont renforcées pour réhabiliter et construire des infrastructures grâce à des approches basées sur le travail.

• Produit 3.1 Les institutions publiques intègrent des approches fondées sur le travail dans la planification, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation de leurs programmes d'investissement

• Produit 3.2. La réhabilitation des infrastructures agricoles et le développement rural sont réalisés

**Période et groupes cibles**

Le projet a démarré en octobre 2017 et s'achèvera en décembre 2020. Les groupes cibles sont les mandants de l'OIT (gouvernance et organisations d'employeurs et de travailleurs) et trois coopératives de jeunes de Pk5 et Bimbo3 autour de Bangui (Coopérative des Artisans Fabriquant de Bricks et Pavers SARA-MBI-GA-ZO, Coopérative d'Entretien Routier Building Together, et Coopérative de Syndicat des Techniciens du Bâtiment fait la force de Bimbo3 et Pk5.

**Modalités de gestion**

Le projet a été mené par un gestionnaire de programme international et un administrateur de programme national.

Le budget du projet est de 1 000 000 USD.

1. **Contexte de l'évaluation**

Conformément à la politique d'évaluation de l'OIT, les projets financés par le CSBO avec un budget de 800 000 dollars et plus sont soumis à des évaluations finales indépendantes pour la responsabilité, l'apprentissage, la planification et le renforcement des connaissances. Elle devrait être menée dans le contexte des critères et des approches de l'aide internationale au développement tels qu'établis par la norme de qualité des évaluations de l'OCDE / CAD; et le Code de conduite du GNUE pour l'évaluation dans le système des Nations Unies.

L'évaluation est gérée par un gestionnaire d'évaluation non lié aux projets ou aux bureaux de pays couvrant le projet, et mise en œuvre par une équipe d'évaluation. L'évaluation suit la même norme valable pour l'évaluation indépendante des projets de coopération au développement.

Cette évaluation adoptera une « approche groupée », ce qui signifie que l'évaluation examinera un groupe de quatre projets situés en Afrique qui traitent du développement de l'emploi et des entreprises dans un contexte de fragilité. Cette approche permettra une couverture complète de divers projets avec de plus grandes opportunités de retour d'information sur la stratégie globale ainsi qu'un apprentissage mutuel entre les sites du projet.

En outre, l'approche groupée sera probablement plus efficace en termes de coûts et de temps que les évaluations de projets individuels. Il appliquera une portée, un objectif et une méthodologie comparables à ceux qui seraient utilisés pour une évaluation de projet individuel.

1. **Objectif de l'évaluation**

L'évaluation indépendante finale du cluster a les objectifs suivants:

* Évaluer dans quelle mesure les projets ont atteint les objectifs déclarés et les résultats attendus, tout en identifiant les facteurs de soutien et les contraintes qui y ont conduit;
* Identifier les résultats positifs et inattendus des projets
* Évaluer dans quelle mesure les résultats des projets seront durables;
* Établir la pertinence de la stratégie de conception et de mise en œuvre du projet par rapport à l'OIT, aux Nations Unies et aux cadres de développement nationaux
* Identifier les leçons apprises et les bonnes pratiques potentielles, en particulier en ce qui concerne les modèles d'interventions qui peuvent être appliqués plus avant;
* Fournir des recommandations aux parties prenantes du projet pour promouvoir la durabilité et soutenir le développement ultérieur des résultats du projet
1. **Portée de l'évaluation**

La portée de l'évaluation couvre toute la période du projet, du début de la mise en œuvre à sa fin, et tous les objectifs et résultats du projet se concentrent non seulement sur ce qui a été réalisé, comment et pourquoi.

L'évaluation doit être effectuée conformément aux parties pertinentes du cadre et de la stratégie d'évaluation de l'OIT; Principes directeurs de l'OIT pour l'évaluation: principes, justification, planification et gestion des évaluations et principes du GNUE. À toutes fins pratiques, ce mandat et les politiques et directives d'évaluation de l'OIT définissent la portée globale de cette évaluation. Les recommandations issues de l'évaluation devraient être étroitement liées aux conclusions de l'évaluation et devraient fournir des orientations claires aux parties prenantes sur la manière dont elles peuvent y répondre.

L'évaluation intégrera l'égalité des sexes et la non-discrimination en tant que préoccupation transversale tout au long de ses produits et processus, en accordant une attention particulière aux travailleuses. Il doit être traité conformément à la note d'orientation EVAL n ° 4 et à la note d'orientation n ° 7 pour garantir la participation des parties prenantes. En outre, il devrait prêter attention aux questions liées au dialogue social, aux normes internationales du travail et à une transition environnementale équitable. De plus, l'impact du COVID19 dans l'achèvement du projet sera pris en compte.

1. **Clients**

Les principaux clients de l'évaluation sont les mandants de l'OIT et les bureaux de pays de l'OIT et les départements concernés du DWT et du siège.

1. **Critères d'évaluation et questions**

L'évaluation couvrira les critères d'évaluation suivants

i) Pertinence, cohérence et adéquation stratégique,

ii) validité de la conception,

iii) efficacité des projets,

iv) efficience ,

v) l'orientation sur l'impact et la durabilité telles que définies dans les principes directeurs de l'OIT pour l'évaluation axée sur les résultats.

L'analyse des préoccupations liées au genre sera basée sur les Lignes directrices de l'OIT sur la prise en compte du genre dans le suivi et l'évaluation des projets (septembre 2007). L’évaluation sera menée conformément aux règles et normes d’évaluation des Nations Unies et au glossaire des termes clés de l’évaluation et de la gestion axée sur les résultats élaborés par le Comité d’aide au développement (CAD) de l’OCDE.

Conformément à l'approche basée sur les résultats appliqués par l'OIT, l'évaluation se concentrera sur l'identification et l'analyse des résultats en abordant les questions clés liées aux critères d'évaluation et à la réalisation des résultats / objectifs du projet en utilisant les indicateurs dans le cadre logique du projet.

L'évaluation doit répondre aux questions ci-dessous. D'autres aspects peuvent être ajoutés tels qu'identifiés par l'évaluateur conformément à l'objectif donné et en consultation avec le responsable de l'évaluation. Toute modification fondamentale des critères d'évaluation et des questions doit être convenue entre le responsable de l'évaluation et l'évaluateur et reflétée dans le rapport initial.

**Questions d'évaluation clés**

L'évaluateur doit examiner les questions clés suivantes:

**1. Pertinence, cohérence et adéquation stratégique,**

• Les projets sont-ils pertinents pour les réalisations de la stratégie, de la politique et du plan du gouvernement, des PPTD ainsi que d'autres engagements régionaux et mondiaux pertinents tels que le PNUAD, les cibles des ODD et les objectifs stratégiques de l'OIT (programme et budget 2018-19 et 2020 -21 selon le cas)?

• Les projets sont-ils pertinents par rapport aux besoins ressentis des bénéficiaires?

• Dans quelle mesure les projets se complètent et s'intègrent bien avec d'autres programmes et projets de l'OIT en cours dans le pays.

• Quels liens sont établis jusqu'à présent avec d'autres activités des Nations Unies ou des organisations internationales d'aide au développement non onusiennes au niveau local et / ou des partenaires gouvernementaux?

**2. Validité de la conception**

• Les projets ont-ils une théorie claire du changement qui décrit la causalité?

• La conception des projets a-t-elle clairement défini les résultats et les extrants réalisables?

• La planification des projets a-t-elle inclus un cadre de suivi et d'évaluation utile comprenant des indicateurs de résultats avec des références et des cibles?

• La conception des projets comprenait-elle une stratégie de sortie et une stratégie de durabilité?

• Les approches de mise en œuvre étaient-elles valides et réalistes? Les projets ont-ils correctement pris en compte les risques de blocage?

• Les projets ont-ils abordé l'inclusion du genre et du handicap, et d'autres groupes vulnérables, les questions connexes dans le document de projet?

• Les projets intègrent-ils l'application des normes internationales du travail?

• Les mandants tripartites de l'OIT ont-ils été impliqués dans la conception et la mise en œuvre des projets, y compris dans le cadre du dialogue social?

**3. Efficacité du projet**

• Dans quelle mesure les projets ont-ils atteint leurs résultats au niveau des résultats et des produits, en accordant une attention particulière aux objectifs du projet?

• Quels résultats imprévus des projets, le cas échéant, ont été identifiés ou perçus?

• Quels ont été les principaux facteurs qui ont contribué et qui ont contribué à la réussite des projets dans l’atteinte de leurs objectifs?

• Les projets ont-ils effectivement utilisé les opportunités pour promouvoir l’égalité des sexes et le handicap et l’inclusion d’autres groupes vulnérables dans les domaines de résultats du projet?

• Dans quelle mesure la pandémie COVID-19 a-t-elle influencé les résultats et l'efficacité des projets et comment les projets ont-ils traité cette influence?

• Les modèles d'intervention (adaptés) utilisés dans les projets suggèrent-ils un modèle d'intervention pour une réponse de crise similaire?

**4. Efficacité de l'utilisation des ressources**

• Dans quelle mesure les ressources (ressources humaines, temps, expertise, fonds, etc.) ont-elles été allouées et utilisées efficacement pour fournir le soutien nécessaire et atteindre les objectifs plus larges du projet?

• Dans quelle mesure les décaissements et les dépenses des projets ont-ils été conformes aux plans budgétaires prévus? Pourquoi?

**5. Efficacité des dispositions de gestion**

• Les modalités de gestion et de gouvernance des projets ont-elles facilité les résultats du projet? Y avait-il une compréhension claire des rôles et des responsabilités de toutes les parties impliquées dans la mise en œuvre et le suivi?

• Les stratégies de suivi et d'évaluation ont-elles été en place, y compris la collecte et l'utilisation de données ventilées par sexe (et par d'autres caractéristiques pertinentes, telles que les personnes handicapées et d'autres groupes défavorisés que le projet aurait pu identifier)?

• Les projets ont-ils créé de bonnes relations et une bonne coopération avec les autorités gouvernementales compétentes aux niveaux national, régional et local et d'autres parties prenantes concernées pour mettre en œuvre le projet?

• Les projets ont-ils reçu un appui administratif, technique et - si nécessaire - politique adéquat de la part du bureau de l'OIT et de spécialistes sur le terrain (bureaux de pays, équipes de travail décent, bureau régional et siège)?

**6. Orientation vers l'impact et la durabilité**

• Dans quelle mesure existe-t-il des preuves de changements positifs dans la vie des bénéficiaires ultimes du projet?

• Quelles mesures concrètes ont été ou auraient dû être prises pour assurer la durabilité?

• Identifier et discuter des lacunes dans la stratégie de durabilité et comment les parties prenantes, y compris d'autres projets soutenus par l'OIT, pourraient y remédier, en tenant compte des changements potentiels dans le pays en raison de la pandémie COVID 19

1. **Méthodologie**

L'évaluation doit être effectuée conformément aux parties pertinentes du cadre et de la stratégie d'évaluation de l'OIT; Principes directeurs de l'OIT pour l'évaluation: principes, justification, planification et gestion des évaluations et principes du GNUE.

En particulier, cette évaluation suivra les principes directeurs de l'OIT pour l'évaluation fondée sur les résultats; et la liste de contrôle des lignes directrices de l'OIT EVAL 3 «Préparation du rapport initial»; Liste de contrôle 4 «Validation des méthodologies»; Liste de contrôle 5 «Préparation du rapport d'évaluation» et liste de vérification «6 Notation de la qualité du rapport d'évaluation».

Les recommandations, émergeant de l'évaluation, devraient être étroitement liées aux conclusions de l'évaluation et devraient fournir des orientations claires à toutes les parties prenantes sur la façon dont elles peuvent y répondre, en indiquant à chacune à qui est adressée, la priorité, les ressources nécessaires et le calendrier (long, moyen ou court).

En raison de l'apparition de la pandémie du COVID-19 et de son impact sur le monde du travail, cette évaluation sera menée dans le contexte des critères et des approches décrits dans le guide interne de l'OIT: Implications of COVID-19 on evaluations in the ILO: An Guide interne d'adaptation à la situation (version 25 mars 2020 ici)

Un consultant chef d'équipe effectuera l'évaluation virtuellement (à domicile) avec le soutien de consultants nationaux pour le travail de terrain aux Comores, en Sierra Leone et en RCA. Pour la Somalie, il effectuera virtuellement la collecte complète des données.

L'évaluation sera réalisée à travers une revue documentaire et des visites de terrain sur les sites du projet aux Comores, en Sierra Leone et en RCA. Des entretiens et des consultations auront lieu avec les partenaires d'exécution, les bénéficiaires, l'OIT et d'autres parties prenantes clés.

Le projet de rapport d'évaluation sera partagé avec toutes les parties prenantes concernées et une demande de commentaires sera demandée pendant 10 jours ouvrables. L'évaluateur cherchera à appliquer une variété de techniques d'évaluation - examen sur dossier, réunions avec les parties prenantes, discussions de groupe et observation pendant les visites sur le terrain et pratiquement selon le cas. La triangulation des sources et des techniques devrait être centrale.

**Revue documentaire**

L'examen documentaire comprendra les sources d'informations suivantes:

* Document de projets
* Plans de travail
* Rapports d’avancement
* Budget du projet et rapports financiers associés
* Rapports de diverses activités (y compris des formations, des ateliers, des réunions de groupe de travail, des vidéoconférences, etc.)
* Autres au besoin

Tous les documents seront mis à disposition par le responsable de l'évaluation en coordination avec les bureaux de pays, dans une boîte de dépôt (ou similaire) au début de l'évaluation.

De plus, l'équipe d'évaluation mènera des entrevues initiales avec les officiers des AC impliqués étroitement dans les projets. L'objectif de la consultation est de parvenir à une compréhension commune des attentes et des sources de données disponibles.

Le rapport de démarrage couvrira l'état des dispositions logistiques, le contexte et le matériel du projet, les principales questions d'évaluation et les indicateurs d'évaluation, la matrice d'évaluation, le plan de travail détaillé, la liste des parties prenantes à interroger, les grandes lignes de l'atelier des parties prenantes et du rapport final, et tous outils de collecte de données conformément à la liste de contrôle EVAL 3 (voir annexe 1). Le rapport de démarrage qui opérationnalisera les TdR et devrait être approuvé par le responsable de l'évaluation avant de passer à la collecte de données au niveau du terrain.

Le chef de l'équipe d'évaluation recevra une liste des principales parties prenantes par projet par le ME. Si l'évaluateur a besoin de contacter d'autres parties prenantes, au-delà de la liste, cela peut être discuté lors de la préparation du rapport de démarrage.

La phase de revue documentaire produira le rapport initial qui opérationnalisera les TdR et devra être approuvé par le responsable de l'évaluation.

**Collecte de données / travail sur le terrain**

La pandémie actuelle du COVID-19 limite la mobilité des visites de pays et de terrain aux consultants internationaux. Conformément à ces restrictions, la méthodologie de collecte des données d'évaluation combinera la collecte de données à distance / virtuelle (chef d'équipe d'évaluation) et de terrain (membre de l'équipe d'évaluation pour la RCA, les Comores et la Sierra Leone). Cela nécessitera un engagement et une collaboration accrus avec l'équipe du projet en termes d'organisation du contact avec les parties prenantes.

Les évaluateurs entreprendront des discussions de groupe et / ou individuelles. Les bureaux de pays apporteront tout leur soutien pour organiser au mieux ces entretiens virtuels et en face à face. Les évaluateurs veilleront à ce que les opinions et les perceptions des femmes soient également reflétées dans les entretiens et que des questions spécifiques au genre soient incluses.

L'évaluateur est encouragé à proposer d'autres mécanismes ou techniques pour la phase de collecte des données. Celles-ci seront discutées avec le projet et le responsable de l'évaluation lors de la phase de lancement. Toute alternative doit être reflétée dans le rapport initial.

Entretiens avec le personnel du BIT

Une première réunion aura lieu avec le directeur du bureau de pays du BIT et le responsable de l'unité de programme. L'évaluateur s'entretiendra également avec le personnel de projet d'autres projets liés à l'OIT et le personnel du BIT chargé de l'appui financier, administratif et technique du projet. Une liste indicative des personnes à interroger sera préparée par l'OBNL en consultation avec le responsable de l'évaluation.

**Entretiens avec les principales parties prenantes sur les sites du projet**

L'évaluateur rencontrera les parties prenantes concernées, y compris les bénéficiaires du projet, les fonctionnaires et les experts gouvernementaux aux niveaux régional et local pour examiner la livraison des résultats et des produits au niveau local. La liste des bénéficiaires sera fournie par le projet pour la sélection de l'échantillon approprié de répondants par les évaluateurs. L'évaluateur sélectionnera les lieux de visite sur le terrain, en fonction de critères définis par lui / lui. Les critères et les lieux de collecte des données doivent être reflétés dans le rapport initial mentionné ci-dessus.

À la fin de la collecte de données, les évaluateurs organiseront, avec le soutien logistique du projet, un atelier virtuel des parties prenantes pour présenter les conclusions préliminaires de l'évaluation aux principales parties prenantes

**Phase de rédaction du rapport**

Sur la base des contributions des discussions et des entretiens avec les principales parties prenantes, le chef de l'équipe d'évaluation avec les contributions des consultants nationaux rédigera le rapport d'évaluation. Le projet de rapport sera envoyé au responsable de l'évaluation pour un examen méthodologique, puis partagé avec les principales parties prenantes pour leurs contributions / commentaires.

Le responsable de l'évaluation regroupera tous les commentaires, y compris les commentaires méthodologiques, et les partagera ensuite avec l'évaluateur pour examen lors de la finalisation du rapport.

L'évaluateur finalisera le rapport, en tenant compte des commentaires des parties prenantes et soumettra la version finale pour approbation d'EVAL.

Un rapport d'évaluation intégrant l'analyse des quatre projets est attendu. Cela signifie que les spécificités par projet ne doivent être prises en compte que pour fournir suffisamment d'arguments pour l'analyse. Une annexe présentera un conte par projet pour produire un résumé de ce que le projet a été réalisé et de la manière (brève discussion par objectif dans chaque projet)

1. **Livrables**

Ensuite, les livrables seront en anglais, avec un résumé de l'évaluation en français (version provisoire et finale)

1. Rapport de démarrage (avec plan de travail détaillé et instruments de collecte de données conformément à la liste de contrôle EVAL 3 - voir annexe)

2. Un projet concis et des rapports d'évaluation finaux (maximum 30 à 40 pages plus les annexes et les listes de contrôle EVAL 5 et 6 suivantes - voir l'annexe) selon la structure proposée suivante:

* Page de couverture avec les données clés du projet et de l'évaluation (en utilisant le modèle EVAL de l'OIT)
* Résumé exécutif
* Acronymes
* Description du projet
* Objectif, portée et clients de l'évaluation
* Méthodologie et limites
* Des résultats clairement identifiés pour chaque critère (en examinant les quatre projets de manière intégrée)
* Conclusions
* Recommandations
* Enseignements tirés et bonnes pratiques (brièvement dans le rapport principal et un modèle détaillé dans le modèle EVAL de l'OIT, annexé au rapport

Annexes:

* TOR
* Matrice des questions d'évaluation
* Tableau de données sur l'avancement du projet dans la réalisation de ses objectifs par indicateurs avec commentaires
* Calendrier d'évaluation
* Documents examinés
* Liste des personnes interrogées
* Enseignements tirés et bonnes pratiques (en utilisant le modèle ILO-EVAL
* Tout autre document pertinent

3. Résumé de l'évaluation à l'aide du modèle du BIT.

Tous les résultats provisoires et finaux, y compris les documents justificatifs, les rapports analytiques et les données brutes, doivent être fournis au responsable de l'évaluation dans une version électronique compatible avec Word pour Windows.

**Modalités de gestion, plan de travail et calendrier**

**Responsable de l’évaluation**

L'évaluateur rendra compte au responsable de l'évaluation, Ricardo Furman (furman@ilo.org) et devrait discuter de toute question technique et méthodologique avec le responsable de l'évaluation en cas de problème. L'évaluation sera réalisée avec le soutien logistique total du personnel du projet, avec le soutien administratif des bureaux de l'OIT à Abuja, Addis, Antananarivo et Kinshasa.

**Plan de travail et calendrier**

 La durée totale du processus d'évaluation est estimée à 44 jours ouvrables pour le chef d'équipe et à 14 jours pour les membres de l'équipe.

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **N.** | **Activite** | **Responsable** | **Team leader** **Nombre des jours**  | **Membre de l'équipe[[1]](#footnote-1)** **Nombre des jours**  | **Dates** |
| **1** | Préparer un budget d'évaluation détaillé et rédiger le mandata) EM développeb) Les CO fournissent des commentairesEM finalise | Gestionnaire de l’evaluation (GE) | 0 | 0 | Octobre 2020 |
| **2** | Liste des parties prenantes (OIT à tous les niveaux, national et bailleur de fonds) pour partager le projet de mandat pour commentaires (nom, fonction, institution et courriel) | Bureau du pays (BP)  | 0 | 0 | Octobre 2020 |
| **3** | Partagez le TORS avec les parties prenantes pour commentaires | GE | 0 | 0 | Oct-Nov 2020 |
| **4** | Intégrer les commentaires des mandants et les mandats finaux | GE | 0 | 0 | Oct-Nov 2020 |
| **5** | Publier l'appel à manifestation d'intérêt des évaluateurs | GE | 0 | 0 | Oct-Nov 2020 |
| **6** | Sélection du chef d'équipe (international ou national) et des membres de l'équipe (national) | GE | 0 | 0 | Nov. 2020 |
| **7** | Contrat du chef d'équipe et de l'évaluateur national: IRIS et signature du contrat | GM et BP | 0 | 0 | Nov. 2020 |
| **8** | Lancer l'évaluation et le briefing au chef d'équipe | GM et BP | 0.5 | 0 | Nov. 2020 |
| **9** | Phase d'examen documentaire et approbation du rapport initial | GM | 12.5 | 2 | Dec. 2020-Jan 2021 |
| **10** | Collecte de données et visites sur le terrain | Eval et BPs  | 22 | 10 | Jan-Fev 2021 |
| **11** | Élaboration du projet de rapport | Evaluateur  | 7 | 1.5 | Fev 2021 |
| **12** | Revue méthodologique du projet avant diffusion | Evaluateur | 0 | 0 | Fev-Mars 2021 |
| **13** | Diffuser le projet de rapport à l'équipe du projet et aux parties prenantes | GM | 0 | 0 | Mars 2021 |
| **14** | Consolider les commentaires des parties prenantes et partager avec l'évaluateur | GM | 0 | 0 | Mars 2021 |
| **15** | Incorporer les commentaires de l'équipe de projet et des parties prenantes | GM | 0 | 0 | Mars 2021 |
| **16** | Examen par EVAL et approbation | Evaluateur | 2 | 0.5 | Mars 2021 |
| **17** | EVAL envoyé au ROAF-RPU pour diffusion et réponse de la direction | GM and EVAL | 0 | 0 | Mars 2021 |
|  | Nombre total de jours pour les évaluateurs |  | 44 | 14 |  |

1. **Equipe d’evaluation**

**Rsponsabilities**

|  |
| --- |
| **Responsabilités du chef d'équipe d'évaluation** |
| 1. Briefing avec le BIT / le responsable de l'évaluation
2. Examen documentaire des documents de programme
3. Entretiens préliminaires avec le directeur du CO et les chargés de projets
4. Élaboration du rapport de démarrage, y compris l'instrument d'évaluation
5. Entreprendre des entretiens avec les parties prenantes (Skype, téléphone ou moyen similaire)
6. Projet de rapport d'évaluation
7. Finaliser le rapport d'évaluation
 |

|  |
| --- |
| **Responsabilités du membres nationaux de l’équipe**  |
| 1. Soutenir la revue documentaire des documents du programme
2. Entreprendre des entretiens avec les parties prenantes (skype, téléphone ou moyen similaire)
3. Visites sur le terrain
4. Fournir des contributions dans le projet et le rapport d'évaluation final
 |

**Profil de l'équipe d'évaluation**

L'équipe d'évaluateurs doit avoir les qualifications suivantes:

**Chef d'équipe**

* Diplôme universitaire supérieur en sciences sociales ou diplômes d'études supérieures connexes;
* Un minimum de 7 ans d'expérience professionnelle dans l'évaluation d'initiatives de projets de développement social; y compris le rôle d'évaluateur unique ou de chef d'équipe, l'expérience dans le domaine de la migration sera un avantage supplémentaire;
* La connaissance des domaines thématiques et des pays du projet sera un avantage
* Expérience avérée des approches de cadre logique et d'autres approches de planification stratégique, des méthodes et approches de S&E (y compris quantitatives, qualitatives et participatives), de l'analyse de l'information et de la rédaction de rapports;
* Maîtrise de l'anglais et du français écrits et parlés requis.
* Une connaissance et une expérience du système des Nations Unies concernant les rôles et le mandat de l’OIT et sa structure tripartite ainsi que les normes d’évaluation des Nations Unies et sa programmation sont souhaitables;
* Excellentes compétences en matière de consultation, de communication et d'entrevue;
* Capacité démontrée à fournir des résultats de qualité dans des délais stricts.
* Ne pas avoir été impliqué dans les projets.

**Membre de l'équipe (consultant national pour la République centrafricaine, les Comores et la Sierra Leone)**

* Diplôme universitaire en sciences sociales ou diplôme universitaire connexe;
* Un minimum de 5 ans d'expérience professionnelle dans l'évaluation d'initiatives de projets de développement social ou de recherche sociale connexe en tant que membre de l'équipe (c.-à-d. Collecte et analyse de données), sur les domaines du projet à évaluer sera un avantage supplémentaire;
* Expérience avérée des approches de cadre logique et d'autres approches de planification stratégique, des méthodes et approches de S&E (y compris quantitatives, qualitatives et participatives), de l'analyse de l'information et de la rédaction de rapports;
* Maîtrise de l'anglais ou du français écrit et parlé requis. La connaissance des langues locales sera un atout
* La connaissance et l’expérience du système des Nations Unies des rôles et du mandat de l’OIT et de sa structure tripartite ainsi que des normes d’évaluation des Nations Unies et de sa programmation sont souhaitables;
* La compréhension du contexte de développement du pays du projet est un avantage;
* Excellentes compétences en communication et en entretien;
* Capacité démontrée à fournir des résultats de qualité dans des délais stricts.
* Ne pas avoir été impliqué dans le projet.
* Basé dans la capitale du pays (Bangui, Moroni ou Freetown)

**Modalités de gestion**

L'évaluateur rendra compte au responsable de l'évaluation (Ricardo Furman furman@ilo.org) et devrait discuter de toute question technique et méthodologique avec le responsable de l'évaluation, en cas de problème.

Pour cette évaluation, le rapport final et la procédure de soumission seront les suivants:

1. Le consultant en évaluation soumettra un projet de rapport d'évaluation au responsable de l'évaluation
2. Après avoir examiné le respect des termes de référence et l'exactitude, le responsable de l'évaluation les transmettra à toutes les parties prenantes clés, y compris le projet et le donateur, pour commentaires et vérification factuelle;
3. Le responsable de l'évaluation regroupera les commentaires et les enverra au consultant en évaluation;
4. L'expert-conseil en évaluation finalisera le rapport, en incorporant tous les commentaires jugés appropriés et en fournissant une brève note expliquant pourquoi les commentaires n'ont pas été incorporés. Il / elle soumettra le rapport final au responsable de l'évaluation;
5. Le gestionnaire de l'évaluation transmettra le rapport à l'agent d'évaluation régional et le partagera ensuite, pour examen et approbation ultimes, avec EVAL. Les commentaires d'EVAL sur les corrections sont nécessaires avant que l'approbation puisse avoir lieu.
6. Une fois approuvé, EVAL publie le rapport dans i-eval Discovery et informe PARDEV et / ou le fonctionnaire responsable du BIT de la soumission du rapport approuvé aux principales parties prenantes, y compris le donateur.

**Ressources**

Les ressources suivantes sont requises:

1. Honoraires de consultant pour le chef d'équipe 44 et les membres de l'équipe aux Comores, en République centrafricaine et en Sierra Leone 14 jours ouvrables
2. Assistance aux visites sur le terrain, y compris l'AVD pour les consultants nationaux conformément aux politiques de voyage de l'OIT
3. Frais de communication

**Annexe 1 Documents et outils pertinents sur la politique d'évaluation de l'OIT**

1. Code of conduct form (To be signed by the evaluator)

<http://www.ilo.org/eval/Evaluationguidance/WCMS_206205/lang--en/index.htm>

2. Checklist No. 3 Writing the inception report <http://www.ilo.org/eval/Evaluationguidance/WCMS_165972/lang--en/index.htm>

3. Checklist 5 Preparing the evaluation report

<http://www.ilo.org/eval/Evaluationguidance/WCMS_165967/lang--en/index.htm>

4. Checklist 6 Rating the quality of evaluation report

<http://www.ilo.org/eval/Evaluationguidance/WCMS_165968/lang--en/index.htm>

5. Template for lessons learned and Emerging Good Practices

<http://www.ilo.org/eval/Evaluationguidance/WCMS_206158/lang--en/index.htm>

<http://www.ilo.org/eval/Evaluationguidance/WCMS_206159/lang--en/index.htm>

6. Guidance note 7 Stakeholders participation in the ILO evaluation

<http://www.ilo.org/eval/Evaluationguidance/WCMS_165982/lang--en/index.htm>

7. Guidance note 4 Integrating gender equality in M&E of projects

<http://www.ilo.org/eval/Evaluationguidance/WCMS_165986/lang--en/index.htm>

8. Template for evaluation title page

<http://www.ilo.org/eval/Evaluationguidance/WCMS_166357/lang--en/index.htm>

9. Template for evaluation summary: <http://www.ilo.org/legacy/english/edmas/eval/template-summary-en.doc>

1. For CAR, Comoros and Sierra Leone [↑](#footnote-ref-1)